

Compte rendu

Ouvrage recensé :

ST JOHN, Ronald Bruce. *The Foreign Policy of Peru*. Boulder, Col., Lynne Rienner Publishers, 1992, 286 p.

par Gordon Mace

Études internationales, vol. 24, n° 4, 1993, p. 916-919.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703266ar>

DOI: 10.7202/703266ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

coopération panafricaine sur le plan de la défense. Mais en dépit de ces changements, observe un autre auteur, le commerce des armes se poursuit en Afrique.

Les six chapitres suivants traitent des relations économiques entre l'Afrique et l'Europe du Marché unique. Sont étudiés l'évolution des relations commerciales contenues dans les Accords de Lomé entre l'Europe et les pays de l'ACP (Afrique, Caraïbes, et Pacifique), abordées dans le chapitre 4; l'impact des politiques européennes d'investissements et d'échanges (chapitre 5); l'impact de la politique agricole commune sur les économies africaines (chapitre 6); l'évolution et la structure des investissements directs étrangers en Afrique (chapitre 7); l'évolution de la situation de la Zone franc (chapitre 8); et l'aide à l'Afrique (chapitre 9). La plupart des contributions de cette section soulignent d'une part la vulnérabilité économique de l'Afrique par rapport à l'Europe, issue de structures historiques particulières, et les défis que les changements de 1992 vont représenter pour le continent d'autre part.

Le chapitre dix se penche sur les critères de succès nécessaires dans les négociations Nord-Sud en général. Les auteurs prennent les groupes ACP et ASEAN comme modèles de succès et suggèrent que les changements en cours devraient constituer des conditions favorables à la négociation. Le dernier chapitre, écrit par un général nigérien, se veut un plaidoyer pour la continuité et l'amélioration des relations particulières entre l'Afrique, particulièrement la Communauté économique des États de

l'Afrique de l'Ouest, et la Communauté européenne.

Cet ouvrage est fort intéressant pour les spécialistes et les novices des relations afro-européennes, non pas tant par la profondeur des analyses qui y sont présentées – qui ne sont d'ailleurs pas toutes d'égale qualité – mais plutôt parce qu'il colle à l'actualité. L'ouvrage constitue en ce sens une source d'information précieuse, facilement utilisable avec son index et une bibliographie récente et exhaustive. Par contre, le contenu analytique aurait gagné à être plus développé. À cet égard on doit noter l'absence de ligne directrice qui se retrouverait dans chacun des textes, et qui aurait pu faire de cet ouvrage un pilier dans l'étude et l'analyse de la dynamique des relations afro-européennes.

Hélène PELLERIN

Département de science politique
Université York, Toronto

AMÉRIQUE LATINE

ST JOHN, Ronald Bruce. *The Foreign Policy of Peru*. Boulder, Col., Lynne Rienner Publishers, 1992, 286 p.

Plusieurs spécialistes du domaine ont souvent déploré la rareté de la littérature de langue française et de langue anglaise concernant l'étude de la politique étrangère des pays du Tiers-Monde. Dans le cas de l'Amérique latine, par exemple, il existe bien sûr un catalogue de plus en plus fourni de travaux en langues espagnole et portugaise à propos de la politique étrangère des pays de la région grâce en particulier à la production des chercheurs associés au RIAL. Cependant, il

existe encore très peu de travaux en langues française et anglaise sur le sujet à part quelques collectifs dont ceux de Ferris et Lincoln qui datent déjà d'une dizaine d'années.

C'est pourquoi il y a lieu de se réjouir de la parution récente du livre de Ronald Bruce St John sur la politique étrangère du Pérou. Malgré ses difficultés économiques et politiques actuelles, on oublie trop souvent en effet que le Pérou est le troisième plus grand pays d'Amérique du Sud, avec une superficie égale à celle combinée de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne, et qu'il a été très longtemps un acteur central de la scène diplomatique sur la côte ouest de l'Amérique du Sud. L'auteur, par ailleurs, possède une compétence hors de l'ordinaire pour traiter du sujet puisqu'il est un observateur attentif de la scène péruvienne depuis plus de vingt ans en plus d'avoir eu accès à une impressionnante documentation de première main. St John a déjà plusieurs publications à son actif sur la politique étrangère du Pérou et des pays voisins.

Ce livre est à la fois une histoire diplomatique et une analyse de politique étrangère péruvienne. L'auteur a voulu réaliser une étude de cas où les facteurs tout autant économiques que politiques et les déterminants d'ordre à la fois interne et externe sont utilisés pour construire une explication du comportement international du Pérou, des premières années de l'indépendance nationale jusqu'à aujourd'hui. Ce faisant, son analyse permet de saisir adéquatement le fil conducteur de la politique étrangère péruvienne tout en établissant les bases d'une analyse comparée de

politique étrangère des pays de la région.

Le livre est divisé en onze chapitres qui tracent une suite chronologique de la politique étrangère péruvienne depuis la déclaration d'indépendance de 1821. Dans l'introduction, l'auteur évoque les grands paramètres qui ont marqué l'évolution de la politique étrangère du Pérou. Il affirme que cette dernière a le plus souvent oscillé entre deux grandes tendances : la solidarité régionale et continentale d'une part, et, d'autre part, les tensions résultant de conflits régionaux. Par ailleurs, si des auteurs ont souvent insisté sur l'impact des facteurs externes dans l'explication de la politique étrangère péruvienne, St John n'en croit pas moins que les déterminants internes ont également eu une importance considérable. Enfin, l'auteur rappelle que le développement économique du Pérou a toujours été une préoccupation centrale dans la formulation de la politique étrangère du pays comme cela a souvent été le cas pour une majorité de pays du Tiers-Monde.

Les deux premiers chapitres de l'ouvrage traitent de la période 1821-1845 marquée par la lutte pour l'indépendance et la construction de l'État péruvien. Il s'agit d'une période extrêmement difficile où le Pérou a dû assumer l'héritage colonial laissé par l'Espagne. Cette dernière avait en effet imposé à ses colonies la vétusté de son système politique et de son mode d'organisation socio-économique. Cette structure, plus qu'autre chose, explique le climat d'anarchie qui a régné au Pérou pendant deux décennies alors que le pays était aux prises avec des luttes de clans rendant im-

possible le processus d'intégration nationale et compliquant la formulation de la politique étrangère dont la préoccupation principale était liée à la gestion des conflits territoriaux avec la Bolivie, le Chili et l'Équateur.

L'élection de Castilla en 1845 a été un moment clé de la politique étrangère péruvienne grâce à une période de paix interne et à l'émergence d'un sentiment d'unité nationale. Profitant du moment, Castilla a donné au pays sa première vraie politique étrangère en développant une structure professionnelle dans un ministère dominé jusque-là par une coterie d'aristocrates. Les deux thèmes dominants de sa politique étrangère ont été la promotion de la solidarité continentale et la recherche d'instruments de sécurité collective.

Les années 1860 ont été marquées par la guerre contre l'Espagne qui a renforcé la solidarité continentale tout en étant désastreuse pour l'économie du Pérou. Mais moins cependant que la gestion économique du président Balta qui a affaibli de façon significative la position économique du pays et, ce faisant, a miné sa position militaire en particulier face au Chili. La guerre du Pacifique, opposant, de 1879 à 1885, le Chili au Pérou et à la Bolivie, est simplement venue confirmer la supériorité militaire du Chili. Le résultat a été tout simplement désastreux pour Lima et La Paz puisque la Bolivie a perdu son accès à la mer tandis que le Pérou a été amputé de ses provinces de Tacna et Arica en plus de perdre le désert d'Atacama riche en dépôts de nitrate. Ce conflit aura des conséquences négatives à long terme pour le Pérou tant sur le plan de ses relations avec le

Chili que sur le plan de son développement économique et de son sentiment de fierté nationale.

Les quelque cinquante années suivant la fin de la guerre du Pacifique seront consacrées à la résolution des disputes frontalières avec tous les voisins du Pérou sauf l'Équateur. Ce sera également l'époque d'une domination croissante des États-Unis dans les affaires économiques et politiques du Pérou.

À partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, où Lima s'était rangée du côté des Alliés, on assiste à une croissance du sentiment nationaliste au Pérou. Ce sentiment s'exprime essentiellement à l'égard des États-Unis et des entreprises américaines présentes dans le pays et a été symbolisé par la dispute célèbre avec l'International Petroleum Company. Le moment marquant de cette quête d'autonomie a été l'arrivée au pouvoir des militaires en 1968 qui a donné lieu à une politique étrangère tiers-mondiste marquée par une forte opposition à l'égard de Washington.

Le régime militaire des années 1970 a permis au Pérou de rétablir une parité militaire avec le Chili dans la région, mais il a aussi affaibli considérablement le pays sur le plan économique. L'histoire des vingt dernières années au Pérou est celle d'un déclin économique constant avec le résultat qu'aujourd'hui le pays a une politique étrangère affaiblie parce qu'embourbé dans la gestion de ses problèmes internes.

À la fin de sa préface, l'auteur demande que son ouvrage soit jugé à partir des critères de clarté, de fidélité et d'appui sur une documentation adé-

quate. De ce point de vue, le pari a été tenu, puisque nous avons ici un ouvrage de grande valeur. Mes deux seuls reproches portent sur le traitement un peu trop rapide de la période 1970-1991 et sur l'absence de cartes géographiques nécessaires pour comprendre la situation des conflits frontaliers. Cela dit, cet ouvrage constitue un apport majeur pour la compréhension de la politique étrangère du Pérou et une référence obligée pour qui veut saisir adéquatement les relations internationales en Amérique latine.

Gordon MACE

Département de science politique
Université Laval, Québec

TOKMAN, Victor (dir.). *Beyond Regulation: The Informal Economy in Latin America*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1992, 303 p.

Depuis le fameux livre de Hernando de Soto (*El otro sendero*), il est connu qu'au Pérou en 1986, il fallait plus de sept ans pour obtenir le droit de construire une maison sur un terrain gouvernemental inutilisé, 43 jours de démarches administratives plus 600 \$ de frais pour pouvoir ouvrir une échoppe et 289 jours de démarches plus une attente de 10 mois pour ouvrir une petite fabrique, sans compter les «frais divers» pour faire avancer le dossier. Face à ce parasitisme de l'État auto-entretenu (moins les règlements sont respectés plus les administrations en produisent d'autres pour les faire respecter et plus il y a de règlements, moins ils sont respectés...), la société a glissé de plus en plus vers le «secteur informel». Échappant aux coûts et aux rigidités du travail légal, à la

fois les employeurs et les employés trouvent leur avantage dans le travail «au noir», dans les pays de l'OCDE et plus encore dans les pays semi-industrialisés de l'Amérique latine. De Soto affirmait que les activités en marge du contrôle gouvernemental comptaient au Pérou pour 38 % du PNB et employaient 48 % de la main-d'œuvre. Il recommandait que l'État revienne sur ses pas en simplifiant les lois et les procédures administratives pour encourager les petits entrepreneurs et le libre commerce.

Une autre école perçoit l'émergence du secteur informel comme une conséquence des transformations structurelles de l'économie mondiale et de la pression à la baisse sur les coûts salariaux qui pousse les entreprises à se délocaliser dans les pays abondant en main-d'œuvre, à opérer hors des cadres légaux et à tenter de transférer les coûts des fluctuations de la demande hors de l'entreprise elle-même. C'est avec cette optique que l'ouvrage édité par Tokman reprend et synthétise une série d'études sur le secteur informel en Amérique latine commanditées par le Bureau international du travail et publiées à Santiago du Chili en trois ouvrages en 1990-91. Un premier chapitre résume les résultats de ces recherches. L'ouvrage se divise ensuite en trois parties.

Une première s'attache à distinguer l'activité informelle de l'activité illégale. Entre le vendeur de cigarettes de la rue et le propriétaire qui construit sa maison sans permis, entre l'industriel qui emploie des clandestins et celui qui fraude l'impôt, il existe tout un spectre d'activités dont le contrôle échappe à l'État, mais qu'il